

ANTIDOTE hebdo

Le flash infos de la CGT Finances Publiques 44

N ° 63 / 8 juin 2010



PLUS FORTS ENCORE !

Nous étions plus nombreux dans la rue que le 23 mars ou le 1er mai. Le 27 mai, à la DGFIP, la participation à la grève a été une nouvelle fois importante. En Loire-Atlantique, plusieurs postes et centres des finances étaient fermés au public: Ancenis, Pornic,

Saint-Nazaire Finances et 15 trésoreries.

Pour autant, cela n'est pas encore à la hauteur des enjeux.

Le gouvernement jure que rien n'est décidé et tente de garder le flou sur ses intentions précises jusqu'aux congés d'été pour éviter l'explosion sociale. Sa stratégie consiste, avec l'aide des médias et de la plupart des journaux, à distiller au compte-goutte des informations pour alimenter la résignation.

L'essentiel du projet est toutefois connu : recul de l'âge de départ, augmentation de la durée de cotisation, suppression des acquis sous prétexte d'harmonisation public/privé.

Cette réforme, injuste socialement, inefficace économiquement, doit être combattue avec force.

Le 27 mai a constitué une étape. Continuons à nous mobiliser pour les salaires, les emplois, les missions de service public et les retraites. Il est possible de les financer par le développement de l'emploi, la revalorisation des salaires, un élargissement de l'assiette des cotisations et une contribution sur les revenus financiers des entreprises.

RÉFORME DES RETRAITES : LES IDÉES FUSENT À L'ÉLYSÉE



ET VOUS, LE MORAL, ÇA VA ?

Si on vous pose la question, c'est que le MEDEF a sa petite idée là dessus : nous ne travaillons pas après 60 ans, et cela nous déprime...

C'est ce qu'explique sans rire Laurence PARISOT dans « Le Figaro » du 2 juin : « La promesse de s'arrêter à 60 ans n'est pas un acquis social, mais au contraire une grande illusion ou un grand mensonge » et « avoir au dessus de la tête une telle épée de Damoclès, en le sachant plus ou moins, a participé depuis des années au moral dépressif de beaucoup de Français ». Faut-il que la propagande officielle trouve ses limites pour en être réduit à un argument aussi minable.

Comme le gouvernement, le MEDEF a bien compris que rien n'est joué sur la réforme des retraites. Il veut toujours pire. Nous, nous voulons obtenir le meilleur.

Une autre réforme est possible : le 24 juin, soyons très nombreux à le dire.

FRAIS DE DÉPLACEMENT : ÇA SUFFIT !

Plusieurs collègues de la DSF se sont plaints du blocage du remboursement de leurs frais de déplacement depuis le début de l'année. On sait la Division des ressources humaines pour le moins très accaparée par la mise en place de l'application Agora-Paye (voir Antidote hebdo n° 55), mais là on dépasse les limites de l'admissible. Début mai, les chefs de service ont été invités à valider dans Agora les frais encore en instance. Le message précisait que seules les demandes dont les justificatifs ont été fournis seraient validées, mais aussi annonçait sèchement : « Aucune relance ne sera opérée pour obtenir ces documents, les demandes incomplètes ne seront pas validées ».

Rappelons que les services de la division ne sont « ouverts » aux collègues pour les corrections que deux demi-journées par semaine...

Voilà donc une administration qui relance les bénéficiaires éventuels du bouclier fiscal pour les inciter à en faire la demande, mais pas ses propres agents ayant omis de lui transmettre un justificatif.

Voilà donc une direction qui fait lanterner des collègues parfois depuis des mois, et qui se permet de traiter avec une désinvolture sidérante leurs demandes de remboursement ou d'avance de frais de déplacement

La CGT invite les collègues qui rencontrent des difficultés à la contacter.

CONGÉS D'ÉTÉ : PREMIER ACCROC EN SIP

Pour vendre le produit SIP, le marketing de la DGFIP promettait une plus grande souplesse dans la gestion des absences.

En fait de souplesse, c'est plutôt celle de l'échine des agents qui semble être recherchée. Illustration à l'accueil de Saint-Nazaire : alors que le plan de congés prévisionnel, qui incluait déjà des concessions, est connu depuis longtemps, la responsable du SIP a attendu que la campagne d'impôt sur le revenu soit passée pour annoncer, mardi 2 juin, qu'il n'y avait pas 50% de l'effectif une semaine en août, et que le plan ne serait pas validé en l'état. Cette attitude (ce fanatisme du chiffre doublé d'une décharge de responsabilité) a quelque chose de choquant à l'égard d'agents sur lesquels pèsent déjà plusieurs contraintes : contraintes horaires dues à la spécificité de la mission, impossibilité de prendre des congés en mai en raison de la campagne IR, difficulté à en prendre en septembre en raison de la sortie des rôles d'impôt sur le revenu et de taxe d'habitation.

Dans un souci d'apaisement d'une situation déjà tendue, le problème a été résolu parce que certains collègues ont pu et bien voulu déplacer leur congés, mais ce sont toujours les agents qui doivent faire des efforts : ras-le-bol !

DES AGENTS ENFIN RECONNUS !

Visiblement, pour l'actuel DSF, un bon agent est un agent qui ne fait pas grève. La preuve en est que lors de la journée d'action sur les retraites du 27 mai, les collègues non grévistes de l'accueil Jules Vernes (Cambronne) ont eu le bonheur de recevoir un message du directeur les remerciant d'être à leur poste. Peu après, les collègues ont été conviés à un pot de fin de campagne de réception IR en présence du Directeur.

Etonnamment, ce procédé n'a pas eu l'heur de plaire, et moins d'une demi-douzaine d'entre eux ont participé au « pot du mérite ».

Encore des petits fours et du champagne sur les bras...